

Saudade

« Saudade (sa-ou-dad) : sentiment de mélancolie mêlé de rêverie et d'un désir de bonheur imprécis » (*Le Robert*). C'est à peu près ce que j'ai ressenti le matin du 1^{er} octobre, premier jour de ma retraite. Explication.

Jean-Marie de Lépinay
Orthophoniste

Ce mercredi 1^{er} octobre, je me suis levé de bonne heure. C'était le premier jour de ma retraite, après quarante-cinq ans de bons et loyaux services en tant qu'orthophoniste salarié dans le secteur médico-social. Libre de mes obligations, j'étais désormais sous le statut d'autoentrepreneur. Entrepreneur de moi-même. Disponible pour de nouvelles aventures, avec un mélange d'excitation et d'anxiété.

Assis à la terrasse d'un café, je scrolle distraitemment les infos du matin. Un post Facebook s'allume devant mes yeux : « Pauline B., orthophoniste et P.-D.G. » Voilà ce qu'il me faut ! Entreprendre ! Clic ! Un lien vers le site Internet de l'entreprise de cette dame : Pauline a créé une start-up orthophonique. Elle vend de l'orthophonie en ligne à tout le monde. En page d'accueil, une offre promotionnelle : une application à télécharger, essai gratuit en remplissant le questionnaire de contact. Un logiciel interactif adapté aux parents, aux orthophonistes et aux enseignants, pour un apprentissage efficace et ludique : exercices guidés, contenus personnalisés, méthode validée (*Evidence Based Practice*), éprouvée et innovante : les « gestes Borel-Maisonny », créés par la fondatrice de l'orthophonie. La société de Pauline vend aussi des posters, des guides d'accompagnement, des orthèses guidelignes adaptées à chaque « confusion »... Elle propose également un catalogue de formations destinées aux parents, aux orthophonistes, aux enseignants ou aux accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH). Une offre complète ! Il est même possible de prendre un rendez-vous individuel, en s'inscrivant sur un calendrier : « Évaluation des acquis de base et mise en place protocole : 1 heure (probablement en visio), 79 euros ». Une bonne affaire.

Devant ma tasse de café, le vent d'optimisme soufflé par Pauline m'a frappé de plein fouet. Timidement, la vague de fébrilité qui m'avait porté au lever du jour a fait place à la nostalgie. Saudade. Je viens d'un autre monde.

La veille au soir, j'avais quitté un lieu de travail où j'allais plusieurs fois par semaine depuis des années. La fête de mon pot de départ avait exorcisé le chagrin. Je m'étais attaché à l'équipe, aux collègues devenus des amis, aux enfants que j'avais suivis, aux murs, aux livres, aux jeux... à l'institution. Dans le RER du retour, pour un dernier trajet, je pouvais me laisser aller à éprouver un profond soulagement : depuis

quelque temps, j'étais fatigué des problèmes rencontrés par l'établissement, usé par la répétition des obstacles et des bâtons dans les roues...

À la rentrée de septembre, nous avons appris que l'Agence régionale de santé (ARS) entendait ponctionner sévèrement notre budget de fonctionnement, pour cause de « déficit d'activité ». C'est la logique du CPOM, Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé pour cinq ans par notre association gestionnaire. L'activité de l'équipe, mesurée en nombre d'actes, n'avait pas été à la hauteur des objectifs fixés pour 2024, on nous en retirait donc les moyens pour les années à venir. L'essentiel du budget étant dévolu à la masse salariale, cela impliquerait des postes non remplacés, gelés, supprimés. Décourageant.

La réaction de notre employeur ne s'est pas fait attendre : dans l'urgence, on nous a réclamé des « justifications ». Habitée par le soupçon d'un dilettantisme des professionnels, la direction a annoncé le renforcement des procédures de contrôle individuel de l'activité et menacé de sanctions les salariés défaillants. Quand j'y repense, en écrivant ces lignes, c'est la colère qui vient.

Il y a belle lurette que l'association, malgré le discours humaniste diffusé par son Service communication, a abdiqué la promotion des valeurs qui ont fondé les Centres médico-psycho-pédagogiques (CMPP) : un accueil inconditionnel, orienté par la psychanalyse. Elle assume aujourd'hui pleinement le rôle que lui ont assigné les pouvoirs publics : la sous-traitance de la gestion des deniers publics, par le contrôle et l'évaluation. Pour ce faire, on a encouragé la concentration des acteurs et la transformation des associations en entreprises médico-sociales. Au mieux, leurs sièges sont organisés en plates-formes ressources pour les établissements qu'elles regroupent ; services financiers, gestion de l'immobilier, mécénat, communication, ressources humaines...

Le siège social de l'association est très loin du terrain. À plusieurs reprises, depuis plusieurs années, l'équipe a tenté d'alerter ses responsables : ils sont restés sourds à nos appels, laissant nos courriers sans réponse. Avant l'été, un poste a été supprimé au secrétariat : « déficit structurel », en référence à un ratio d'encadrement moyen dans les services comparables. Nous n'avons plus de médecin-directeur, plus de médecin du tout dans l'équipe dite « pluridisciplinaire ».

Bientôt plus d'assistante sociale. Le poste d'orthophoniste risque de rester vacant après mon départ. Un management absurde et toxique a largement participé à un turn-over qui a déstabilisé le fonctionnement, surchargé les consultants et enrayé le rythme des premières rencontres.

Mais il faut « faire des actes », des actes « facturables ». Les consignes sont claires, c'est la logique du CPOM : Objectifs ? « Santé mentale, zéro attente », Moyens ? « Réactivité, efficacité, bonnes pratiques ». Au risque du burn-out. Au détriment surtout du temps nécessaire à l'accueil, à l'écoute, à l'accompagnement, aux échanges, à l'élaboration... Tout cela est non-quantifiable, donc sans valeur ajoutée.

Je pense à Soraya, dont les parents n'assurent pas la régularité des accompagnements, qui ne viennent pas aux rendez-vous avec la psychologue consultante. La famille de Soraya est en grande difficulté : problèmes de voiture, de logement, de travail. Son père a des soucis de santé, sa mère est très déprimée par l'exil et la maladie de naissance d'un bébé, qui nécessite de nombreux rendez-vous à l'hôpital. Absences injustifiées, récurrentes. Actes non réalisés. Doit-on laisser tomber Soraya ? C'est une question clinique, désormais budgétaire. Soraya a beaucoup investi les soins qui lui sont proposés, en individuel et en petit groupe. Elle en profite bien, malgré l'irrégularité des séances, mais elle reste très inhibée. Déficience ?

Je pense à la maman de Kylian, qui vit seule avec son fils et qu'il a fallu orienter vers les services susceptibles d'apporter les soins plus intensifs dont il aurait besoin, eux aussi débordés, indisponibles. Qu'il a fallu accompagner dans les démarches administratives pour obtenir les aides mobilisables, les rendez-vous en Centre de référence, dans le maquis inextricable des parcours, des procédures et des papiers à fournir. Après plus d'un an de suivi, Kylian a bien évolué, mais le diagnostic « officiel » n'est pas encore posé et les décisions pour son orientation restent incertaines : Kylian est un petit garçon agité, dispersé, avec parfois une « étrangeté » dans la rencontre : troubles de l'attention ?

Je pense à Mathias, bientôt 6 ans, dont la maman fait des allers-retours en Roumanie depuis la naissance de son fils. Elle est clairement victime de choix politiques destinés à rendre sa situation invivable, afin d'endiguer un hypothétique appel d'air migratoire... Lui, n'a pas trouvé d'autre ressource que d'être collé à elle : autisme ?

Je pense aux parents à qui il faut annoncer un délai d'attente d'un an, peut-être deux, avant qu'on puisse répondre à leur demande et les recevoir avec leur enfant pour essayer avec eux de comprendre et d'aider...

Déficience ? TDA/H ? TSA ? Troubles du neuro-développement ? En pensant à Soraya, Kylian, Mathias et beaucoup d'autres, il me vient à l'esprit que l'insécurité sociale a gravement perturbé leur développement neuronal et psychique...

Cette année, on célèbre les quatre-vingts ans de la Sécurité Sociale (et de l'ONU). Le projet n'était pas utopiste : il s'agissait seulement de mettre en œuvre des politiques publiques pour essayer de construire un monde « suffisamment vivable » pour chacun, par la solidarité de tous... Saudade : une culture de la méfiance, l'obsession du contrôle et de l'évaluation quantitative se sont emparées de l'administration, transformant en maquis le service au public, livré aux appétits du marché. Les plus démunis sont laissés dans la jungle.

Nous voilà début novembre. Depuis un mois, les algorithmes sont au courant de ma nouvelle situation, ils me bombardent de propositions pour me guider vers la réussite. Un autre monde. Heureusement, on me signale aussi des pétitions en ligne, les nouvelles de luttes menées par mes collègues. « Soignants Vigilants, soin psychique, soin public » ! Clic ! Je partage... Ce matin, j'abandonne la mélancolie à la terrasse du café, près de ma tasse vide, et j'emporte ma rêverie. Il y a encore du boulot. 

1 SOS CMPP en détresse, Collectif de défense des CMPP en Île-de-France